

APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE
Code de la commande publique
(Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018)

PROCÉDURE ADAPTÉE
Articles R. 2123-1, R. 2131-12, R. 2131-18

20-M.A.I-05

REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C.)

Le présent règlement de la consultation comporte 12 feuillets numérotés de 1 à 12.
dont
une annexe 1 au règlement de la consultation « guide de la signature électronique des documents de marché »
comportant 2 pages

Maître d'Ouvrage :

AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE
200, rue Marceline
BP 80818
59508 DOUAI Cedex
Tél : 03.27.99.90.00 Fax : 03.27.99.90.15
SIRET : 185 911 781 00028

Objet du marché :

**Couverture écrite et retranscription des débats dans le cadre des réunions
d'instances de bassin pour le compte de l'Agence de l'Eau Artois Picardie**

Date limite de réception des offres :

3 FEVRIER 2021 A 12 HEURES

Code nomenclature : 70.0C

Codes CPV :

79551000 – services de dactylographie
92312211 – services agences de rédaction

PLAN DETAILLÉ DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS DU MARCHÉ	3
3.1 - Étendue du marché	3
3.2 - Nature du marché	3
3.3 - Caractéristiques principales du marché	3
3.4 - Durée du marché	4
3.5 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Particulières	4
3.6 - Délai de validité des offres	4
3.7 – Conditions de résiliation	4
3.8 – Prestations supplémentaires et similaires	4
3.9 – Négociation	4
ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DES OFFRES	4
ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 - UNITÉ MONÉTAIRE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 7 – DEMATERIALISATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
ARTICLE 8 – MODALITES DE REMISE DES PLIS SOUS FORME DEMATERIALISEE	6
ARTICLE 9 – MODALITES PRATIQUES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE	6
ARTICLE 10 – CONTENU DE L’ENVELOPPE ELECTRONIQUE, ET LE CAS ECHEANT LA COPIE DE SAUVEGARDE	7
ARTICLE 11 - JUGEMENT DES OFFRES	9
ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	9
12.1 - Renseignements d’ordre administratif	9
12.2 - Renseignements d’ordre technique	10
12.3 - Modification du Dossier de consultation des entreprises	10
12.4 - Échanges durant la consultation	10
ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	11

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la couverture écrite et la retranscription des débats dans le cadre des réunions d'instances de bassin pour le compte de l'Agence de l'Eau Artois Picardie
Seront couvertes les instances suivantes par le présent marché :

Le Conseil d'Administration,
Le Comité de Bassin,
La Commission Permanente des Milieux Naturels et de la Planification,
La Commission Permanente Eau et Agriculture,
La Commission Permanente de l'Action Internationale et du Développement Durable,
La Commission Permanente des Interventions,
La Commission Permanente Programme.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-24 du code de la commande publique sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer au marché.

Les candidatures et offres sont présentées soit par l'ensemble des membres d'un groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. En cas de groupement conjoint, l'un des membres du groupement, sera désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'agence de l'eau et coordonner les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Dans l'hypothèse d'un **groupement conjoint**, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie impose après attribution du marché que le **mandataire soit solidaire du groupement**. Le choix du candidat quant à la forme de sa candidature sera clairement indiqué dans son mémoire technique.

Le cas échéant, et conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, chaque entreprise membre du groupement fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plateforme numérique permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder gratuitement auxdits documents.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DU MARCHÉ

3.1 - Étendue du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un Marché à Procédure Adaptée soumis aux dispositions des articles R. 2123-1, R. 2131-12, R. 2131-18 du code de la commande publique.

3.2 - Nature du marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (Arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ; JORF n°0066 du 19 mars 2009 page 4953).

3.3 - Caractéristiques principales du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord cadre, conclu avec un seul opérateur économique, en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

Les prestations feront l'objet de bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162.13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Leur durée d'exécution ne peut excéder 3 mois après la fin de la durée de validité de l'accord cadre, sauf cas de prolongation prévus à l'article 13.3 du CCAG FCS.

Le montant cumulé des commandes sur 3 ans est susceptible de varier dans la limite maximale de 75 000,00 euros HT.

3.4 - Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée un an à compter de la date de sa notification au titulaire.

Il est reconductible deux fois par période de un an, par décision expresse du Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois – Picardie, notifiée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

3.5 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Particulières

Les opérateurs économiques n'ont pas à apporter de modifications au Cahier des Clauses Particulières.
Les variantes ne sont pas admises.

3.6 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 5 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des offres figurant sur la page de garde du présent Règlement de la Consultation.

3.7 – Conditions de résiliation

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du code de la commande publique et ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire. Les conditions de résiliation en cours d'exécution du marché sont définies aux articles 29 à 35 du C.C.A.G – FCS.

3.8 – Prestations supplémentaires et similaires

Modification du marché : Le cas échéant, lorsque des services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché, quel qu'en soit leur montant le marché fera l'objet d'une modification dans les conditions et limites fixées aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Prestations similaires : conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché pourra être proposé au titulaire avant l'issue du présent marché.

Le montant du marché de prestations similaires sera compris dans un montant représentant 20% du montant maximum du présent marché et sa durée ne saurait être supérieure à 2 mois.

3.9 – Négociation

L'agence pourra procéder à une négociation par échange de courriel sur tous les éléments de l'offre via la plateforme de dématérialisation de l'agence, avec l'ensemble des candidats (<https://www.marches-publics.gouv.fr> ou sur le site <http://www.eau-artois-picardie.fr> rubrique « marchés publics »).

Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 4 - PRÉSENTATION DES OFFRES

Les offres sont obligatoirement rédigées en français. L'unité monétaire est l'euro (€).

Les candidats sont avertis qu'ils sont responsables du contenu de leur enveloppe et sont donc invités à la vérifier avant sa transmission. En aucun cas ils ne pourront soulever de réclamation auprès de l'agence en cas d'oubli d'un document.

Les candidats et soumissionnaires produisent **obligatoirement** un dossier comprenant les pièces suivantes :

Offre :

- **Le bordereau de prix joint en annexe financière n° 1** à l'acte d'engagement (ATTRI1, envoyé au seul attributaire par l'agence), à remplir intégralement et sans modification
- **Le mémoire technique justificatif** attestant de la qualité technique de l'offre présentée et des autres éléments d'appréciation de l'offre, tel que décrit à l'article 11 du présent Règlement de la Consultation.

Ce mémoire comprendra :

- Profils des personnels qui seront chargés de l'exécution des prestations : préciser de manière explicite leurs qualifications et l'expérience professionnelle ;
- Descriptif des matériels affectés à la mission,
- Modalités de fonctionnement et d'échanges avec l'agence,
- Description de l'organisation des prestations,
- Délais de rédaction et de livraison des comptes rendus,

Le candidat s'engage en outre à respecter l'intégralité des éléments qu'il aura fournis dans sa proposition.

- **En cas de sous-traitance** : le candidat précisera dans son mémoire technique la part du marché qu'il entend sous-traiter
- **le Cahier des Clauses Particulières**, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'agence de l'eau Artois Picardie fait seul foi ;
 - **Un relevé d'identité bancaire (R.I.B)**, ou le R.I.B du compte de groupement dans le cas d'une candidature groupée.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera un acte d'engagement (ATTRI-1) pré rempli au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. L'attributaire devra vérifier que son offre est intégralement reportée conformément à la décomposition qu'il a indiqué dans le(s) bordereau(x) de prix joint(s) en annexe de son mémoire technique. Celui-ci devra retourner les documents à l'agence au plus vite avant la notification du marché

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Le mode de règlement choisi par l'Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE est le virement. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché indiquera dans l'acte d'engagement (Formulaire ATTRI-1) s'il renonce au bénéfice de l'avance.

ARTICLE 6 - UNITÉ MONÉTAIRE DU MARCHÉ

Les opérateurs économiques sont informés que l'Agence de l'Eau ARTOIS - PICARDIE souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire qui est l'EURO (€).

ARTICLE 7 – DEMATERIALISATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition gratuitement le dossier de consultation par voie électronique uniquement, sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le DCE est également accessible par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence : <http://www.eau-artois-picardie.fr> qui vous renverra sur l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Procédure de téléchargement du DCE :

- 01 : sur la page d'accueil dans l'encadré « lancer la recherche », cliquer sur « recherche avancée »
- 02 : dans le menu « recherche avancée », dans l'onglet « entité publique » saisir « agence de l'eau artois picardie »
- 03 : cliquer sur « lancer la recherche » en bas du cadre sur la droite ;
- 04 : télécharger le dossier de consultation L'identification préalable des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

L'attention des candidats est cependant attirée sur le fait que l'Agence de l'eau Artois Picardie **ne peut communiquer des compléments d'information ou des réponses aux questions posées par les candidats qu'aux seuls opérateurs économiques identifiés** par un téléchargement sur sa plateforme dématérialisée, sous réserve qu'ils aient accepté de s'identifier préalablement au téléchargement.

Les opérateurs économiques qui seraient destinataires du dossier de consultation par un autre moyen ne peuvent prétendre à la même information que les autres candidats, et ne pourront se prévaloir d'un éventuel préjudice en découlant.

Les soumissionnaires souhaitant disposer des communications devront donc s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. Tous les échanges se feront via la plate-forme Place.

Pour tout renseignement sur la plateforme PLACE, un guide est disponible sur la page d'accueil de la plateforme dans la rubrique : Aide/Guides d'utilisation/guide Utilisateur - Entreprise.pdf
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

ARTICLE 8 – MODALITES DE REMISE DES PLIS SOUS FORME DEMATERIALISEE

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, l'Agence de l'eau Artois-Picardie dématématise entièrement la procédure de passation de ses marchés dès 25 000 € HT, y compris le dépôt des plis sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cela signifie que tous les échanges entre l'Agence de l'eau Artois Picardie et les candidats pendant la procédure de passation de ses marchés, qu'il s'agisse du dépôt des candidatures et des offres, des questions/réponses, échanges relatifs à la négociation, demandes d'informations et de compléments, notifications des décisions de rejet, d'attribution, etc..., se feront via le profil d'acheteur suivant : PLACE accessible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> ou par la rubrique « marchés publics » du site internet de l'Agence : <http://www.eau-artois-picardie.fr> qui vous renverra sur l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Veuillez noter que les plis « papier », à l'exception des copies de sauvegarde (art. 9 ci-après), seront rejetés.

De même, l'envoi des offres par courriel (mail) ou télécopie (fax) n'est pas autorisé : les plis transmis par ce biais seront donc réputés n'avoir jamais été reçus.

Avant la constitution de son pli, le candidat s'assure que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant. Attention, tout pli qui comporterait un programme informatique malveillant est considéré comme n'ayant jamais été reçu. Le candidat en est informé.

Les candidats sont avertis qu'en vertu des dispositions de l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, ils doivent transmettre leur offre en une seule fois. En effet, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres. En conséquence, les offres modifiées ou complétées par les candidats avant la date limite de remise des offres doivent être redéposées dans leur intégralité.

Pour des questions relatives à la dématérialisation des marchés publics, les candidats pourront se référer à l'onglet « Dématérialisation » sur le site de la DAJ :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/dematerialisation>

ARTICLE 9 – MODALITES PRATIQUES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats qui remettent une offre électronique via la plateforme de dématérialisation peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom ou clé USB) ou sur support papier.

Il est vivement recommandé de remettre à l'Agence une copie de sauvegarde de votre offre électronique.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde doit parvenir au pouvoir adjudicateur **avant la date et l'heure imparties pour la remise des candidatures ou des offres et indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation.**

La copie de sauvegarde est transmise à l'Agence de l'Eau Artois Picardie sur support papier ou sur support physique électronique et doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible " COPIE DE SAUVEGARDE – N° ET TITRE DU MARCHE "

NE PAS OUVRIR

Société (raison sociale du candidat)

Copie de Sauvegarde Marché n° 20-MAI-05

**Agence de l'Eau Artois Picardie
Service Comptabilité Budgétaire et Commande Publique
200 rue Marceline
BP 80818
59508 DOUAI Cedex**

Le pli doit parvenir en recommandé avec AR ou être remis contre récépissé, avant la date et l'heure limites précisées en page 1 du présent RC, à l'adresse suivante :

**Agence de l'Eau Artois Picardie
Service Comptabilité Budgétaire et Commande Publique
200 rue Marceline
BP 80818
59508 DOUAI CEDEX**

Les heures de dépôt des plis sont :
8h30-12h15 et 13h45-17h30, du lundi au vendredi

Elle ne peut être ouverte que dans les cas mentionnés à l'article 2.II de l'arrêté précité, soit :

- 1) lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2) lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

ARTICLE 10 – CONTENU DE L'ENVELOPPE ELECTRONIQUE, ET LE CAS ECHEANT LA COPIE DE SAUVEGARDE

Le dossier de réponse doit comprendre les documents de candidature et ceux relatifs à l'offre technique et ses annexes :

- **La lettre de candidature** (imprimé DC1 formulaire mis à jour en avril 2019 ou équivalent, disponible à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- **La déclaration du candidat** (imprimé DC2 formulaire mis à jour en avril 2019 ou équivalent disponible à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

En lieu et place des documents qui précèdent, les candidats peuvent produire le Document Unique de Marché Européen (**DUME**) prévu à l'article R2143-4 du code de la commande publique.

Dans ce cas, le candidat peut utiliser l'un des services suivants :

- ✓ Le « service DUME » mis à disposition par l'Etat : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>
- ✓ Le service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>

Pour plus d'information sur le service DUME, vous pouvez consulter le site suivant :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd>

- **la délégation de pouvoir du dirigeant de la société habilitant la personne qui signe tous les documents au titre du marché à engager la société,**
- **Le dossier du/des sous-traitants éventuels** (imprimé DC4 formulaire mis à jour en avril 2019 ou équivalent disponible à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- * Conformément à l'article R2144-1 à R2144-2 du code de la commande publique si les documents cités ci-dessus sont absents ou incomplets, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximal de 10 jours calendaires.

En application des articles R. 2142-1 à R. 2142-2, R. 2142-5 à R. 2142-14, et l'article R. 2142-25 du code de la commande publique, l'opérateur économique produit à l'appui de sa candidature, les documents et renseignements suivants : Garanties professionnelles :

En application de l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :

⊗ **Documents relatifs à la capacité économique et financière :**

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

⊗ **Documents relatifs à la capacité technique et professionnelle :**

- présentation d'une liste de prestations de **même nature** effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public, et notamment des prestations réalisées pour des établissements publics. Le cas échéant, l'agence accepte les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de 3 ans (références, certificats de qualifications ou tout autre moyen garantissant la capacité professionnelle).
- Indication des titres d'études et/ou expériences professionnelles des personnes chargées de l'exécution des prestations, et notamment du référent et de son suppléant.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet.

NB : il est rappelé que ces documents devront être fournis par les cotraitants, en cas de cotraitance, ou par les sous-traitants déclarés dès la remise de l'offre, en cas de sous-traitance.

- **L'offre technique et ses annexes de l'opérateur économique telle que décrite à l'article 4** du présent règlement de la consultation.

Les documents des listes mentionnées ci-dessus doivent être déposés en pièces libres, sous l'onglet pièces de la réponse / dossier d'offre sur PLACE au moment du dépôt du pli.

Une fois le pli complet déposé, le candidat reçoit un mail accusant réception à l'adresse mail indiquée sur son compte.

Ce mail contient les informations relatives à la candidature simplifiée ainsi qu'à l'offre déposée par l'utilisateur. Si ce n'est pas le cas, il convient de renouveler l'opération.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser la signature des offres, lors de l'attribution du marché (cf article 10 du présent règlement de la consultation).

NB 1

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire obligatoirement les pièces supplémentaires dans un délai de 10 jours.

1° Les pièces prévues aux articles R1263-12, D.8222-5, D.8222-7 et D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail : ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;

2° Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales datant de moins de six mois. Les attestations et certificats visées sont ceux listés dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique : un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents, ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat. Ces documents sont accessibles depuis les sites www.impots.gouv.fr et www.urssaf.fr

Par ailleurs, conformément à l'article R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique et à l'article 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ECOM1830220A) susvisé, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables ou ceux accessibles sur le le profil d'acheteur de l'Agence de l'Eau (PLACE).

Le marché ne peut être attribué au soumissionnaire dont l'offre a été retenue, que si celui-ci produit dans le délai imparti, les certificats et attestations prévus ou les a mis à disposition de l'Agence par le biais d'un système électronique. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le soumissionnaire éliminé.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France, produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle

faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Toutefois les candidats sont informés que la vérification des pièces de candidatures peut être effectuée par l'Agence au moment de l'attribution car l'Agence ne peut réclamer qu'au seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner.

Le cas échéant, et conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique chaque candidat peut satisfaire aux exigences de l'article aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique en fournissant un lien, code ou mot de passe permettant à l'agence l'accès à un système électronique de mise à disposition gratuite des documents actualisés pendant toute la durée du marché.

NB 2 :

1. En application des articles R. 2143-11 et R. 2143-12 du code de la commande publique, il est demandé : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature en application du I de l'article 17 du décret du 30 décembre 2005, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat justifie des capacités d'autres opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché par tout moyen.

2. Dans le cas où une personne publique est candidate, elle doit être en mesure, si nécessaire, de justifier par ses documents comptables ou par tout autre moyen d'information approprié, qu'elle n'a pas bénéficié pour déterminer les prix proposés d'un avantage découlant des ressources ou moyens qui lui sont attribués au titre de sa mission de service public.

Il est à noter que l'agence de l'eau met gracieusement à la disposition des candidats une plate-forme en ligne : www.e-attestations.com sur laquelle l'ensemble des documents préalables à la notification peuvent être déposés par le candidat.

ARTICLE 11 - JUGEMENT DES OFFRES

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie en application des critères pondérés de jugement des offres suivants et au regard du contenu du **mémoire technique, tel que demandé à l'article 4** du présent Règlement de la consultation :

- **Valeur technique des prestations proposées (50%)** appréciée à partir des sous critères (chaque sous-critère a le même poids) :
 - Organisation des prestations
 - Moyens matériels
 - Livrables
- **Prix : (30 %)** appréciés au regard du montant HT de la simulation figurant en annexe 2
- **Qualifications et expériences du personnel assigné à l'exécution des prestations (20 %)**

ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 9 jours avant la date limite de remise des offres**, les questions **via la plateforme PLACE** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les questions et réponses seront mises en ligne sur le site acheteur afin de permettre à chaque candidat d'en prendre connaissance.

12.1 - Renseignements d'ordre administratif

Dominique BATAILLE
Chargée d'affaires juridiques
AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE
200, rue Marceline - BP 80818
59508 DOUAI CEDEX
Tél : 03.27.99.83.33 Fax : 03.27.99.90.15

Courriel : d.bataille@eau-artois-picardie.fr

12.2 - Renseignements d'ordre technique

Madame Lydie LECLERCQ, chargée d'affaires administratives

Correspondante technique à solliciter via la plateforme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

12.3 - Modification du Dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

12.4 - Échanges durant la consultation

Les modifications du DCE et les réponses aux questions des candidats se feront par voie dématérialisée, via le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Un courriel du profil acheteur sera envoyé à l'adresse électronique donnée lors du téléchargement du DCE.

Les demandes de compléments de candidatures ou précisions sur les offres se feront via la plateforme PLACE sous forme d'un « message avec réponse attendue »

Si les échanges électroniques doivent avoir lieu sur une autre adresse que celle indiquée lors du dépôt de l'offre, le candidat devra alors le signaler à l'agence.

Les courriers aux candidats non retenus se feront par voie dématérialisée, via le profil acheteur www.marches-publics.gouv.fr.

Un courriel du profil acheteur sera envoyé à l'adresse électronique donnée lors du téléchargement du DCE ou dans la fiche d'identité.

***Pour être informés des échanges avec l'acheteur, le candidat recevra un courriel de 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr'.
Il est conseillé d'ajouter cette adresse dans le serveur de messagerie.***

Modalités de signature électronique en application de l'Arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique

- Un fichier compressé (zip) signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier compressé, quel que soit le format, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Une signature manuscrite scannée ne donne pas la qualité d'original à ce document. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.
- Chaque document à signer doit l'être individuellement et électroniquement.
- Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

au certificat de signature électronique;

à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »), utilisé pour apposer la signature avec le certificat utilisé (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.), conforme aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés et devant produire des jetons de signature*

* Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

- Exigences relatives aux certificats de signature.

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n ° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)

la signature électronique qualifiée (niveau 4)

- Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

- Liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/trust-services-and-eid>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, le signataire n'a aucun justificatif à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet gratuitement lors du dépôt de document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique prévue à l'article 6 de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans la commande publique.

- En application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans la commande publique, il est possible d'utiliser la signature électronique apposée au moyen d'un parapheur électronique.

- Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix. S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.
- Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.
- Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

Pour information :

- la signature au format XAdES ou CAdES, est utilisée pour les documents nécessitant une co-signature (titulaire/pouvoir adjudicateur). Elle est disjointe du document et se présente sous la forme d'un jeton (ex l'acte d'engagement, BPU, acte de sous-traitance DC4)
- la signature au format PAdES, est une signature apposée au sein du document semblable à une empreinte ou tampon (ex lettre)

• Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société. Seul signe le représentant légal de l'entité ou toute personne disposant d'une délégation de signature.

Si le signataire est un candidat individuel, signe la personne ayant qualité à engager la société.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques : soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.